

par **STÉPHANE COURTOIS\***



## ***Républicains, bolcheviks et communistes français : du bon usage de la révolution comme un bloc***

C'EST DANS SON FAMEUX DISCOURS À LA CHAMBRE, le 29 janvier 1891, que Georges Clemenceau prononça cette phrase fatidique « La Révolution est un bloc », à propos de l'interdiction à la Comédie française d'une pièce de Victorien Sardou, *Thermidor*. Or cette phrase s'inscrivait dans un discours autrement significatif où « le Tigre » s'attaquait au député des Basses-Alpes, Joseph Reinach, ancien directeur de cabinet de Gambetta et républicain opportuniste qui affrontait violemment les nationalistes les plus durs.

« Monsieur Joseph Reinach qui monte à cette tribune entreprend le grand œuvre d'éplucher, à sa façon, la Révolution française. Il épluche en conscience et, sa besogne faite, nous dit sérieusement : j'accepte ceci et je rejette cela ! J'admire tant d'ingénuité. Messieurs, que nous le voulions ou non, que cela nous plaise ou que cela nous choque, la Révolution française est un bloc, un bloc dont on ne peut rien distraire. »

Et Clemenceau d'attaquer ses adversaires politiques :

« Est-ce que vous ne savez pas où étaient les ancêtres de ces messieurs de la droite ? Ils étaient à la frontière. Oui, mais du mauvais côté de la frontière. [...] Ils étaient dans l'insurrection vendéenne et, suivant le mot de Michelet, à l'heure où la France était aux frontières faisant face à l'ennemi, ils lui plantaient un poignard dans le dos. [...] Oui ! il y a eu des victimes, des victimes innocentes de la révolution et je les pleure avec vous. »

\* Directeur de recherche honoraire au CNRS

Vos ancêtres massacraient les prisonniers républicains à Machecoul [...]. Est-ce que ce n'étaient pas des victimes innocentes? Est-ce que vous n'avez pas du sang sur vous? Vous savez bien que la Terreur blanche a fait plus de victimes que l'autre.

«C'est que cette admirable Révolution par qui nous sommes n'est pas finie, c'est qu'elle dure encore, c'est que nous en sommes encore les acteurs, c'est que ce sont toujours les mêmes hommes qui se trouvent aux prises avec les mêmes ennemis. [...] Nous rencontrons les mêmes résistances. Vous êtes demeurés les mêmes; nous n'avons pas changé. Il faut donc que la lutte dure jusqu'à ce que la victoire soit définitive.»

À lire ces quelques lignes, on comprend que bolcheviks et communistes français aient pu y adhérer sans difficulté. Sur la forme d'abord tant il est vrai que Clemenceau construit un discours manichéen, «amis/ennemis» qui en apparence stigmatise les contre-révolutionnaires monarchistes, mais qui vise en réalité des républicains modérés comme M. Reinach, associés par un grossier amalgame aux contre-révolutionnaires de 1793. Classique chantage politique du «si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous». Les communistes français rééditeront souvent la manœuvre en brandissant la menace, réelle ou imaginaire, du «fascisme».

Sur le fond ensuite, deux points majeurs attirent notre attention. En premier lieu, Clemenceau conteste à Reinach le droit d'avoir un regard critique sur la Révolution française, longtemps après l'événement et alors que viennent de se dérouler les cérémonies du centenaire: «Il épluche en conscience», épluchage d'un «besogneux», le même besogneux, notons-le, qui, quelques années plus tard, sera le premier à «éplucher» les faux de l'affaire Dreyfus dont il fut le combattant n° 1.

En second lieu, Clemenceau affirme que la Révolution est un bloc, mais un bloc dont il omet de préciser la nature. S'agit-il d'un bloc «sociologique», étant entendu que toutes les classes sociales – propriétaires, paysans, métayers, ouvriers, artisans, intellectuels, juristes etc. – sont partie prenante à la République «une et indivisible»? Ou bien d'un bloc politique dont il omet de préciser qu'il est totalement hétérogène, les massacres de Septembre, les guerres contre la Vendée et la Terreur ne laissant qu'une portion congrue, voire infime, à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Cette Terreur, Clemenceau fait mine de la déplorer – «des victimes innocentes que je pleure avec vous». Mais là encore, on a l'impression de lire l'historien John Arch Getty, le leader de l'école révisionniste américaine sur le communisme, qui, au début des années 1980, à propos de la Grande Terreur de 1937-1938, évoquait «quelques milliers de victimes innocentes», alors que les archives ont depuis révélé l'assassinat d'une balle dans la tête de plus de 700 000 victimes. Encore Getty a-t-il fait amende honorable depuis l'ouverture des archives.

À en croire Clemenceau, les responsabilités de cette Terreur auraient été partagées et il les attribue en priorité à ses ennemis, en particulier vendéens, alors que chacun sait que la

Terreur avait été inaugurée par les activistes parisiens et institutionnalisée comme un moyen de gouvernement par les Comités de Salut public et de Sûreté générale. Une Terreur qui, soit dit en passant, était légitimée par Jean Jaurès dans sa fameuse page à la gloire de la guillotine dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*. J'y reviendrai. Une Terreur qui d'ailleurs pencherait beaucoup plus d'un côté – la Terreur Blanche – que de «l'autre», que Clemenceau ne nomme pas. Appréciation pour le moins peu conforme aux faits historiques, en particulier en ce qui concerne la Vendée dont pourtant Clemenceau était originaire. Mais le point sans doute le plus important réside dans l'affirmation que la révolution n'est pas finie, qu'il faut la continuer «jusqu'à la victoire définitive». Ce sera bien l'intention des communistes français qui, à partir de décembre 1920, se mettront en tête de dépasser la Révolution française en portant une révolution de type bolchevique.

Bien entendu, loin de moi l'idée de faire de Clemenceau un précurseur de Lénine, mais le type de discours et de raisonnement qu'il tient permet de comprendre pourquoi les bolcheviks, Lénine en tête, ont analysé la période révolutionnaire de 1917 à 1924 dans l'empire des tsars à l'aune d'un type d'analyse à la Clemenceau, mâtiné évidemment d'une version radicale du marxisme, de la violence et de l'organisation révolutionnaires de Netchaïev et de l'utopisme de Tchernychevski. Les bolcheviks se qualifiaient volontiers eux-mêmes de «jacobins prolétariens» et Lénine estimait que la révolution de Février 1917 n'était qu'un début, qu'elle n'était pas finie en novembre 1917 et qu'au contraire il fallait la relancer «jusqu'à la victoire définitive» — c'est la lutte finale...

Lénine se revendiquait lui aussi de la guillotine, mais il estimait qu'elle avait été un instrument bien faible et que la Terreur qu'il allait instituer serait bien plus radicale, comme il l'annonçait dans son fameux texte de septembre 1917 «Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir?» :

«Le monopole des céréales, la carte de pain, l'obligation générale du travail sont dans les mains de l'État prolétarien [...] le moyen le plus puissant de comptabilité et de contrôle [...] qui "fera fonctionner" l'appareil d'État avec une force inconnue jusqu'ici dans l'histoire et permettre de triompher de la résistance des capitalistes et de les soumettre à l'État prolétarien. Ce moyen de contrôle, cette obligation du travail sont autrement puissants que les lois de la Convention et que sa guillotine. La guillotine n'était qu'un épouvantail qui brisait la résistance active. Cela ne nous suffit pas. [...] Nous devons briser leur résistance passive.»

Et Lénine de lancer son fameux slogan : «Qui ne travaille pas ne mange pas»<sup>[1]</sup>. Comme Clemenceau, il pouvait jouer sur le thème des «frontières» – la défense de la «patrie socia-

1. Voir S. COURTOIS, «La guerre et la pensée de Lénine», in S. Courtois (dir.), *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, Paris, Éditions L'Âge d'Homme, 2001, p. 79-98, ici p. 93.

liste» –, celles-ci étant aussi extensibles que le permettrait la révolution mondiale, à commencer par la frontière de l'Ukraine, État indépendant à qui il déclara la guerre dès décembre 1917. Et Lénine, lui aussi, légitimait sa Terreur par le fait que ses ennemis politiques avaient tué plus que lui : les tsars – mais la suite montra que le régime tsariste avait assassiné infiniment moins que le régime bolchevique –, la « guerre impérialiste » qualifiée de « boucherie impérialiste » – mais la guerre de 1914-1918 n'était pas un phénomène inédit et spécifique à l'époque du capitalisme.

Quant au PCF, il s'appliqua lui-même à « épulcher en conscience » – mais en conscience politique – la Révolution française. À ses débuts, sous l'impulsion de l'historien Albert Mathiez, il revendiqua sa continuité révolutionnaire, bien entendu à travers la figure de Robespierre, mais aussi du premier communiste de l'époque moderne, Gracchus Babeuf. Cependant, Staline y mit bientôt bon ordre : de 1925 à 1934, la presse du PCF ignore purement et simplement cette révolution « bourgeoise ».

En 1934, le tournant du Front populaire, imposé par Staline mais mis en musique par Maurice Thorez, ramena au premier plan cette révolution dans une superbe opération de récupération politico-historique, incluant Babeuf, mais aussi la monarchie et les cathédrales. Quand on aime on ne compte pas... Pourtant, très vite, l'alliance avec le Parti radical obligea à occulter, voire à critiquer Babeuf – partisan de la « Sainte Égalité » et symbole trop voyant d'une stratégie de rupture avec la propriété privée – et à ne conserver que la prise de la Bastille, les Lumières et les encyclopédistes, les Jacobins et Rouget de Lisle. La République et la Nation obligèrent à écarter Babeuf, y compris lors du cent cinquantième de l'été 1939. Autant dire que le « bloc » révolutionnaire se désagrègeait.

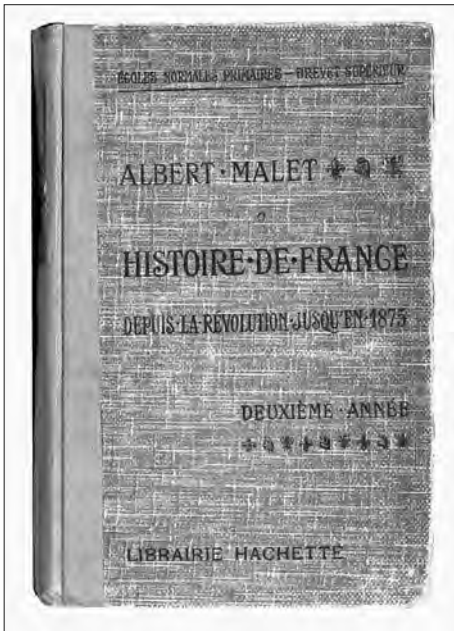
Le Tribun du peuple ne retrouva grâce aux yeux du PCF qu'à partir de 1947-1948, au plus fort de la Guerre froide, avant d'être l'objet jusque dans les années 1980 d'un véritable mouvement de yoyo au gré des alliances du PCF<sup>[2]</sup>. Jusqu'à ce qu'au début août 1991, lors du putsch contre Gorbatchev à Moscou, le député et ex-ministre communiste Jack Ralite s'insurge au Journal de 13 heures de *France Inter* contre le rapprochement opéré par le présentateur entre PCF et PCUS. Et de revendiquer fièrement, au nom de la France, le monopole de la naissance du communisme grâce à... Babeuf. Au grand effarement du journaliste rendu soudain muet.

---

2. Sur l'utilisation à géométrie variable de la figure de Gracchus Babeuf par le PCF, voir les articles de Jean-Marc SCHIAPPA, « La tradition babouviste en Loir-et-Cher, 1796-1947 », *Communisme*, n° 28, 1990, p. 83-101 ; et surtout « La tentative babouviste vue par le PCF », *Communisme*, n° 45-46, 1996, p. 139-152.

Depuis une trentaine d'années, les historiens communistes, sous la houlette de Claude Mazauric, se sont emparés d'une sorte de monopole des études babouvistes, mais en prenant soin de laisser de côté certains écrits intempestifs parce qu'anti-robesspierristes, comme le pamphlet de l'automne 1794 intitulé *La guerre de Vendée et le système de dépopulation* (édition présentée et annotée par Reynald Secher et Jean-Noël Brégeon, préf. de Stéphane Courtois, Paris, Éditions du Cerf, 2008, 238 p.) dans lequel Babeuf condamnait violemment le rôle de l'Incorruptible dans la répression de la Vendée.

Cela dit, il est juste de souligner que le discours de Clemenceau refusant, un siècle plus tard, de porter un regard critique sur la Révolution française et donc sur les origines de la République, était loin d'être général chez les républicains. Son discours était d'abord une opération de pression politique sur les Républicains modérés – et son ennemi de toujours, Jules Ferry – pour qui, depuis les années 1866-1867, la Révolution était terminée et n'avait plus d'objet dans un pays qui pratiquait le suffrage universel – des hommes... Ferry revenait à 1789 et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, mais se désolidarisait de la période jacobine de 1792-1793. Pour lui, la République était d'abord symbole de Liberté et sous le Second Empire il avait déclaré : « Il faut faire une république pacifique, parce que la guerre qui exporte le message républicain et révolutionnaire à l'extérieur, conduit aussi à un pouvoir militaire, ennemi de la liberté ». Or pour Clemenceau, la République c'était avant tout la défense nationale qui en cas de besoin nécessitait la dictature et la terreur contre les « traîtres ».



Cette vision de la révolution et de la république portée par Ferry, on la retrouve sans surprise dans le manuel d'histoire emblématique de la III<sup>e</sup> République, le fameux Malet-Isaac. Né en 1864, Albert Malet était républicain et patriote, mais aussi catholique. Agrégé d'histoire, il fut en 1904 l'un des fondateurs de la Société d'histoire de la Révolution. Et bien que non mobilisable en raison de son âge, il s'engagea volontairement en 1914 avant d'être porté disparu en montant à l'assaut dans le Pas-de-Calais le 25 septembre 1915.

Or Albert Malet – illustre fondateur de la collection des « Malet-Isaac » qui furent les manuels d'histoire de tous les

lycéens jusqu'au milieu des années 1950 – ne craignait pas, dans son *Histoire de France depuis la Révolution française jusqu'en 1875*, publiée en 1911, de présenter la Terreur comme l'une des caractéristiques centrales de la période qui court du 10 août 1792 et de la prise des Tuileries, jusqu'à la chute de Robespierre le 9 thermidor. Pour lui, la Révolution n'était pas un bloc dont rien ne peut être distrait, et lui aussi « épiluchait » cette Révolution.

En dépit du peu de place dont il disposait, il y exposait longuement le rôle de la Commune insurrectionnelle de Paris, les massacres de septembre 1792, le gouvernement révolutionnaire et le rôle des représentants en mission : « Couthon, Fouché détruisaient

Lyon. Lebon à Arras, Carrier à Nantes épouvantaient la France et l'histoire de leurs atrocités<sup>[3]</sup>. » Il consacra un paragraphe entier à « La Terreur », où il rappelait qu'« à Nantes, Carrier faisait noyer [les prisonniers] en Loire, sans jugement, par milliers, près de 12000 en sept mois. Il fit noyer jusqu'à des enfants au maillot. Le nombre de cadavres ramenés par la marée à Nantes était tel que l'eau du fleuve en était empoisonnée et que la municipalité interdit la consommation du poisson<sup>[4]</sup>. »

Et Malet n'était pas tendre avec Robespierre, sous des intitulés de paragraphes comme « Dictateur de la révolution » et « La Grande Terreur ». En dépit de l'objurgation du républicain Clemenceau à la Chambre en 1891 – « La Révolution est un bloc » –, l'histoire officielle de la III<sup>e</sup> République d'avant 1914 était moins péremptoire et peu disposée à assumer le terrorisme des Enragés, des Hébertistes, du Comité de salut public et de l'Incorruptible. Ainsi Malet s'était-il mis à son tour à « éplucher » la Révolution française et à jeter aux poubelles de l'histoire quelques feuilles un peu gâtées. Ce n'est qu'après sa mort que Jules Isaac allait reprendre la collection des Malet-Isaac, avec un orientation beaucoup plus clemenciste.

Même chez les marxistes, on rencontrait avant 1917 une vision bien plus nuancée que celle de Clemenceau. Dieu merci, il y a encore en France des marxistes comme Jacques Hebenstreit, qui vient de publier une nouvelle traduction du livre de Karl Kautsky, *Les luttes de classe pendant la Révolution française*<sup>[5]</sup>. Il est assez significatif que cet ouvrage de l'exécutif testamentaire de Marx, publié en allemand en 1889 et en France en 1901, ait été très peu cité par les historiens de la Révolution française. Sans doute parce qu'il avait été traduit par Édouard Berth, un socialiste bien peu orthodoxe qui navigua allègrement du socialisme réformiste de Millerand en 1902 au syndicalisme révolutionnaire, au proudhonisme et aux monarchistes à partir de 1909, avant de s'enthousiasmer pour la révolution bolchevique et d'adhérer au PCF en 1920, puis de répudier l'URSS, de devenir le principal disciple de Georges Sorel et de rejoindre les rangs du syndicalisme révolutionnaire en 1935. Avec un tel itinéraire, cet excellent germaniste, traducteur de Kautsky et de Marx, ne risquait pas d'être cité par les historiens communistes de la Révolution française. D'ailleurs, Jacques Hebenstreit a lui aussi « oublié », dans sa préface, de signaler la traduction initiale de Berth.

Or, dans sa courte analyse de la Révolution française, Kautsky, qui était alors le pape du marxisme international — même pour Lénine —, reprenait le type de discours de Clemenceau sur deux points. D'une part, la révolution est un bloc parce qu'elle n'est pas terminée et qu'elle est un processus continu « jusqu'à la victoire définitive » :

« Toute lutte des classes doit, en définitive, devenir une lutte politique et toute classe

---

3. Albert MALET, *Histoire de France depuis la Révolution jusqu'en 1875*, Paris, Hachette, 1911, 708 p., ici p. 92.

4. *Idem*, p. 96-97.

5. Karl KAUTSKY, *Les luttes de classe pendant la Révolution française*, trad. de l'allemand et préf. par Jacques Hebenstreit, Paris, Demopolis, 2015, 132 p.

émergente doit, en l'absence de droits politiques, lutter pour les obtenir. Après l'obtention de ces droits, les combats politiques ne cessent évidemment pas, au contraire, à partir de là ils reprennent de plus belle — un constat qui surprit et effraya plus d'un idéologue en 1789 comme plus tard en 1848<sup>[6]</sup>. »

D'autre part, la révolution est un bloc parce qu'elle est un combat binaire et frontal : « Lorsque l'évolution historique est attribuée à la lutte des classes, on est vraiment très tenté de considérer qu'une société est toujours formée de deux couches seulement, deux classes en lutte, deux masses solides et homogènes, à savoir la masse révolutionnaire et la masse réactionnaire et que le mot d'ordre est : "C'est nous ou c'est eux"<sup>[7]</sup>. »

Mais Kautsky nuance très fortement son propos : « Si c'était effectivement le cas, l'écriture de l'histoire serait une tâche assez facile. Mais dans la réalité, les choses ne sont pas aussi simples. La société est et devient toujours plus un organisme d'une complexité extraordinaire avec des classes très variées ayant des intérêts extrêmement différents et donc capables d'adhérer à des partis très divers selon la tournure des événements. Cela est valable aujourd'hui, mais reste valable aussi pour la Révolution française<sup>[8]</sup>. »

En conséquence, Kautsky semble très opposé à l'idée de la Révolution comme un bloc. Il développe une analyse de classe, catégorie sociale par catégorie sociale, en spécifiant bien les intérêts des prolétaires durant la Révolution française. Il critique l'idée que le parti des prolétaires ait été dominé par des intellectuels bourgeois et revendique le projet d'un parti purement prolétarien. Et chez Kautsky ce projet s'inscrit nécessairement dans le cadre d'un système démocratique où le grand parti de classe joue son rôle jusqu'au moment où, par le nombre et les urnes, il s'emparera du pouvoir. Kautsky est donc hostile à la dictature d'une petite minorité qui ne peut aboutir qu'à du bonapartisme. D'ailleurs, il qualifiera Octobre 1917 de coup d'État bonapartiste. Et dès 1918, dans sa polémique avec Lénine sur la dictature du prolétariat, il ira même jusqu'à considérer que si pour arriver au socialisme il faut sacrifier la démocratie, mieux vaut abandonner le socialisme. On est donc loin du « bloc » clemenciste.

## De Clemenceau à la Révolution bolchevique

Un événement improbable, la révolution bolchevique, allait donner une nouvelle vie à la notion de « bloc ». En effet, à la demande de socialistes russes, la Ligue des Droits de l'Homme – dont Joseph Reinach était un des fondateurs – mena, du 28 novembre 1918 au 15 mars 1919, une grande enquête sur la « terreur rouge » instaurée officiellement par les bolcheviks en

6. *Idem*, p. 25.

7. *Idem*, p. 24.

8. *Ibid.*

Russie depuis le 5 septembre 1918. Furent auditionnées de nombreuses personnalités françaises et russes, dont Alphonse Aulard, qui était le premier titulaire de la chaire universitaire sur la Révolution française à la Sorbonne de 1885 à 1922, membre éminent de la Ligue des droits de l'homme et aussi un très bon et très ancien ami de Clemenceau.

Aulard avait publié en 1901 une fameuse *Histoire politique de la Révolution française*<sup>9]</sup> où il avait repris les thèses de Michelet, en particulier à propos de la Vendée: le coup de poignard dans le dos, le complot national et international — royalistes, Anglais, etc. —, les nécessités de la défense nationale, la terreur justifiée par la victoire, mais aussi une paysannerie révoltée au nom de sa foi catholique et du refus de la levée en masse, nombreuse et courageuse, fanatisée par ses prêtres, avec une insistance sur le fait que les premiers massacres avaient été le fait des révoltés. Pour le reste, circulez, il n'y a rien à voir: le déni de l'événement par le silence. Telle fut la vulgate répandue par ce grand historien mais aussi grand militant du Parti radical, fer de lance des républicains et des anticléricaux au début du XX<sup>e</sup> siècle.

On ne sera donc pas surpris de ses déclarations très favorables aux bolcheviks, fondées sur une analogie entre Révolution française et révolution bolchevique:

«Je ne sais pas ce qui se passe [en Russie], mais je suis frappé de voir que dans notre Révolution française nous avons eu comme vous [les Russes] à repousser une intervention armée, nous avons eu des émigrés comme vous. Je me demande alors si ce n'est pas tout cela qui a donné à notre Révolution le caractère violent qu'elle a eu. Si, en ce temps-là, la réaction n'avait pas décidé et pratiqué l'intervention que vous savez, nous n'aurions peut-être pas versé le sang ou nous en aurions peu versé. C'est parce qu'on a voulu empêcher la Révolution française de se développer qu'elle a tout brisé<sup>[10]</sup>.»

Et de conclure logiquement: «Quand on me dit qu'il y a une minorité qui terrorise la Russie, je comprends, moi, ceci: la Russie est en révolution<sup>[11]</sup>.» Aulard tire ainsi les conséquences extrêmes de la théorie du bloc de Clemenceau, un Clemenceau qui, soit dit en passant, faisait au même moment ce qu'il pouvait — c'est-à-dire très peu — pour empêcher les bolcheviks de conserver le pouvoir.

Lors de ces mêmes séances de la Ligue des droits de l'homme, le Russe Avksentiev, ex-député à l'Assemblée constituante dissoute de force par Lénine en janvier 1918, déclara: «Le caractère principal du bolchevisme est la dictature qu'il exerce. Or tout parti dictatorial ne peut qu'être antidémocratique et terroriste. Le plus grand socialiste du monde, notre maître Jean Jaurès, a bien montré que le socialisme est fondé sur la démocratie et sur l'idéalisme. Le suprême devoir du socialisme consiste dans le respect de la personne humaine<sup>[12]</sup>.»

---

9. Alphonse AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, Paris, Armand Colin, 1901.

10. Cité in Christian JELEN, *L'aveuglement*, préface de Jean-François Revel, Paris, Flammarion, 1984, p. 156.

11. *Ibid.*

12. *Idem*, p. 47.



Déclaration quelque peu imprudente quand on prend connaissance de ce que les historiens communistes de la Révolution française nomment «le tournant jaurésien». Ainsi Claude Mazauric écrit :

«Jean Jaurès, venu de la république au socialisme, d'emblée, a vu l'enjeu et considéré qu'on ne pouvait laisser la connaissance réelle du peuple aux mains de la réaction politique et sociale, qu'il fallait au contraire la lui arracher pour donner à la lutte du prolétariat la hauteur de vue et l'ambition historique qui justifiaient son combat d'avenir! Malgré ses mérites reconnus, l'histoire que donnait à connaître le radical Alphonse Aulard ne pouvait répondre à cette exigence<sup>[13]</sup>.»

Est ainsi établie la portée plus politique qu'historique de la démarche de Jaurès et sa volonté de rattacher l'histoire de la Révolution à une interprétation strictement marxiste. Ce «tournant jaurésien», Michel Vovelle le revendique à travers ce qu'il appelle «une tradition d'histoire sociale enracinée de Jaurès à Mathiez, Georges Lefebvre et Albert Soboul», qu'il oppose à une «école abstraite», une «école politique», celle de François Furet qui, à ses yeux, a le tort de privilégier le questionnement critique de la relation entre idéologie jacobine et terreur, deux phénomènes pourtant bien «concrets».

*L'Histoire socialiste de la Révolution française* de Jaurès fut publiée à partir de 1901, raison supplémentaire pour laquelle le livre de Kautsky fut escamoté par les socialistes français, à l'exception des guesdistes. Elle fut republiée en 1924, dans une édition revue par Albert Mathiez<sup>[14]</sup>, aux Éditions de la Librairie de l'Humanité, maison d'édition de la SFIO fondée en 1907, passée sous contrôle du jeune PCF en 1921, et qui éditait alors, outre Jaurès, les auteurs bolcheviques (Lénine, Trotski, Zinoviev, Boukharine, etc.).

Dans son souci effréné d'exonérer son héros Robespierre de toutes les horreurs de la Terreur, Jaurès intitule un paragraphe «Robespierre blâme les cruautés inutiles» où il écrit :

«S'il est impossible à Robespierre de surveiller de loin les proconsulats révolutionnaires de Carrier, de Fouché, de Barras, de Collot d'Herbois, s'il lui est impossible à distance de démêler les actes nécessaires de répression des sauvageries inutiles de cruauté et d'orgueil où les hommes se laissaient entraîner, s'il lui est impossible notamment d'entrer en lutte directe contre son collègue Collot d'Herbois et de risquer ainsi une dislocation du Comité de Salut public, du moins il fait connaître par tous les moyens que ni la Convention ni ses représentants "ne doivent multiplier inutilement les coupables"<sup>[15]</sup>.»

13. Claude MAZAUURIC, «Retour sur 200 ans d'histoire de la Révolution», in Michel Biard (dir.), *Histoire de la Révolution française*. Une histoire toujours vivante, préf. de Michel Vovelle, Paris, Tallandier, 2009, p. 429.

14. Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, édition revue par Albert Mathiez, Paris, Éditions de la librairie de l'Humanité, 1924, 8 tomes.

15. *Idem*, t. III, p. 301.

Or, à trop vouloir démontrer, Jaurès s'enferme : si Robespierre était imprégné d'une telle « modération humaine », que n'avait-il empêché la Convention de voter les lois appelant à la destruction totale de la Vendée ? Que n'avait-il rappelé les colonnes infernales qui martyrisaient la Vendée, alors même que Jaurès reconnaît que « dès novembre 1793 la Vendée avait cessé d'être un péril » ? Et que dire de la Grande Terreur initiée par Robespierre avec les lois de Prairial ? Encore sans doute un effet de sa « modération humaine »...

En réalité, en tentant d'exonérer son héros Robespierre, Jaurès donne la clef du paradoxe insurmontable : « Cette œuvre [de modération] de Robespierre était d'autant plus difficile et d'autant plus méritoire qu'il voulait épurer peu à peu le mouvement révolutionnaire de ses excès sans l'affaiblir<sup>16</sup>. »

Mais voilà, la révolution suit sa propre dynamique et sa propre logique sans s'occuper de ses acteurs. Et sa logique est celle de la surenchère permanente qui fonde à chaque instant la pseudo-légitimité des leaders, sans laquelle le ressort révolutionnaire se détend. Ce que Robespierre cherche à épurer, ce ne sont pas les auteurs de certains « excès », mais des concurrents au sein du pouvoir révolutionnaire. À meilleure preuve : c'est en Prairial, alors qu'il a déjà envoyé à la guillotine les Girondins, les Hébertistes, les Enragés, les Dantonistes, qu'il met à l'ordre du jour la Grande Terreur.

Cependant, *in fine*, le leader socialiste livre le fond de sa pensée, dans un passage que chacun devrait conserver en mémoire pour apprécier dans son authenticité la figure de Jaurès dont Mathiez, dès 1924, proclamait que « Tout ce qu'a écrit cet évocateur prodigieux est sacré<sup>17</sup> ». Sous le titre improbable « L'arbitrage de la guillotine », arbitrage pour le moins définitif, Jaurès écrit :

« Ce qui est effrayant et triste, ce n'est pas que tous ces révolutionnaires, combattants de la même cause, se soient tués les uns les autres. Quand ils entrèrent dans ce combat, ils acceptèrent d'avance l'hypothèse de la mort. Elle était entre eux l'arbitre désigné ; et les partis qui se disputaient la direction de la révolution n'avaient pas le temps de ménager d'autres solutions. [...] Dans les périodes calmes et lentes de la vie des sociétés, il suffit d'enlever le pouvoir aux partis qui ne répondent pas aux nécessités présentes. [...] Mais quand un grand pays révolutionnaire lutte à la fois contre les factions armées, contre le monde, quand la moindre hésitation ou la moindre faute peuvent compromettre pour des siècles peut-être le destin de l'ordre nouveau, ceux qui dirigent cette entreprise immense n'ont pas le temps de rallier les dissidents, de convaincre leurs adversaires. Ils ne peuvent faire une large part à l'esprit de dispute ou à l'esprit de combinaison. Il faut qu'ils combattent, il faut qu'ils agissent, et pour garder intacte toute leur force d'action, pour ne pas la disperser, ils demandent à la mort de faire autour d'eux l'unanimité

---

16. *Idem*, p. 303.

17. *Idem*, t. 1, p. 5.

immédiate dont ils ont besoin. La Révolution n'était plus à ce moment qu'un canon monstrueux, et il fallait que ce canon fût manœuvré sur son affût, avec sûreté, rapidité et décision. Les servants n'avaient pas le droit de se quereller. Ils n'en avaient pas le loisir. À la moindre dispute qui s'élève entre eux, c'est comme si la révolution était enclouée. La mort rétablit l'ordre et permet de continuer la manœuvre<sup>18</sup>. »

Il est clair que le socialiste démocrate Avksentiev avait une vision irénique de Jaurès et que le communiste Mathiez savait pourquoi il avait réédité *l'Histoire socialiste de la révolution française*, d'ailleurs republiée par le PCF et les Éditions sociales à l'occasion du bicentenaire.

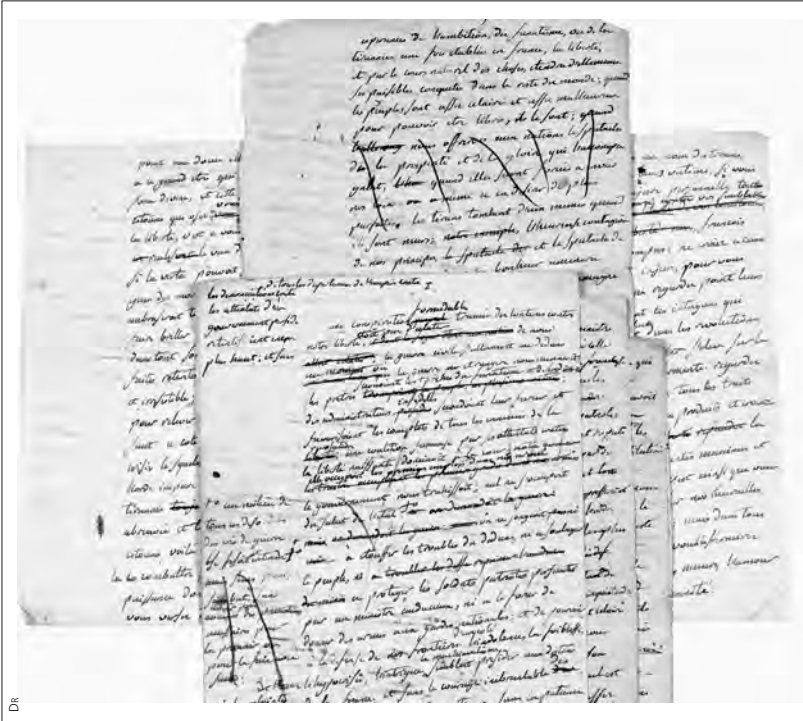
Le plus étonnant est de voir à quel point les deux héros de Jaurès — Robespierre et la guillotine — sont demeurés des symboles sacrés non seulement pour les communistes mais pour les Français. Je n'en voudrais pour preuve que deux exemples qui seront ma conclusion.

Début mai 2011, une singulière agitation a saisi un petit milieu universitaire, celui des néo-robespierristes, agitation vite propagée à plusieurs hommes politiques, puis au Parti communiste français, au Parti socialiste, et bientôt au ministère de la Culture et à la France entière par médias interposés. L'objet d'un événement aussi stupéfiant : l'annonce de la vente aux enchères par la maison anglaise Sotheby's de 64 feuillets de la main de Robespierre, écrits entre janvier 1792 et juillet 1794, présentés ainsi dans une pleine page de publicité de la fameuse *Gazette Drouot*, bible des collectionneurs : « Un exceptionnel ensemble de brouillons d'articles et de discours de Robespierre, et une superbe lettre sur le bonheur et la vertu [...] avec biffures et corrections montrant les remords d'écriture inédits du plus célèbre des orateurs de la Révolution française, le plus original de ses législateurs. » Estimation 200 000 à 300 000 euros !

Pour une part, les néo-robespierristes ont été rassurés : les remords de l'Incorruptible n'étaient que « d'écriture » et le caractère « original » de sa législation ne se référait pas à la guillotine. Mais d'un autre côté, ils ont été angoissés et l'un de leurs plus éminents représentants, Pierre Serna, professeur à la Sorbonne et directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, a lancé dans *Le Monde* du 4 mai un vibrant appel : « Il faut sauver Robespierre ! », avec pour sous-titre « La France [sous entendu : le contribuable] peut racheter ses manuscrits mis en vente ».

Les arguments avancés étaient surprenants : l'humiliation du pays si ces précieux papiers devenaient la propriété d'une bibliothèque étrangère – peut-être même de la perfide Albion ou de « l'ultra-libérale » et « impérialiste » Amérique –, pire, leur acquisition par un particulier empêchant qu'ils soient « consultables gratuitement par tout un chacun » – tant il est vrai que « tout un chacun » aspire à consulter tous les matins les brouillons de Robespierre dont, d'ailleurs, les écrits sont disponibles chez tous les bons libraires.

18. *Idem*, t. VIII, p. 352-353.



Après avoir évoqué ces effrayantes perspectives, Pierre Serna en venait à des motivations plus élevées : « La haute dimension symbolique de la main qui tint la plume », « la connaissance précise des conditions d'écriture de discours fondateurs dans les sciences politiques de la France contemporaine ». Sans pouvoir préciser si ces 64 feuillets apportaient quoi que ce soit de neuf à la connaissance de la pensée de Robespierre, Pierre Serna, lyrique, concluait sur leur portée politique immédiate : « Encore un effort pour un achat vertueux, qui donnerait à comprendre ce que peut être le bonheur dans la république ; nous en avons besoin ! » Il me semble que les Vendéens, pour ne parler que d'eux, avaient compris il y a déjà bien longtemps ce qu'était « le bonheur dans la République » – celui des massacres, des charniers et des noyades – et que, précisément, nous n'en avons plus besoin.

Mais ainsi allait la France en cet An de Grâce 2011... La vente s'est tenue en grand émoi le 18 mai et, après une telle mobilisation, les enchères se sont envolées jusqu'à ce qu'un enchérisseur anonyme l'emporte pour la respectable somme de 750 000 euros – soit 900 750 euros avec les frais ou encore 14 074 euros du feuillet (je n'ai pas eu l'outrecuidance de calculer le prix à la ligne et au mot).

C'est alors qu'est intervenu le coup de théâtre attendu ! Sous les applaudissements de la salle, Hervé Lemoine, directeur des Archives de France, s'est levé pour annoncer que l'État

préemptait. Ainsi, pendant que les uns, dans un silence assourdissant, établissent sur la base d'une documentation inattaquable la réalité du génocide des Vendéens ordonné par la République jacobine<sup>19</sup>, les thuriféraires du Comité de Salut public entretiennent le fétichisme des reliques et le culte de la personnalité du bourreau en chef, Maximilien Robespierre. Ironie de l'histoire...

Ironie grinçante. Encore plus grinçante quand, de nouveau, la célèbre *Gazette Drouot* annonce, sur deux pleines pages et sous le titre «Fille de la République», la vente d'une guillotine – «en bois, fer, acier et cuivre. 300 x 175 x 230 cm<sup>20</sup>», présentée comme l'un des deux seuls exemplaires existants de guillotine de la période révolutionnaire.



L'article précisait :

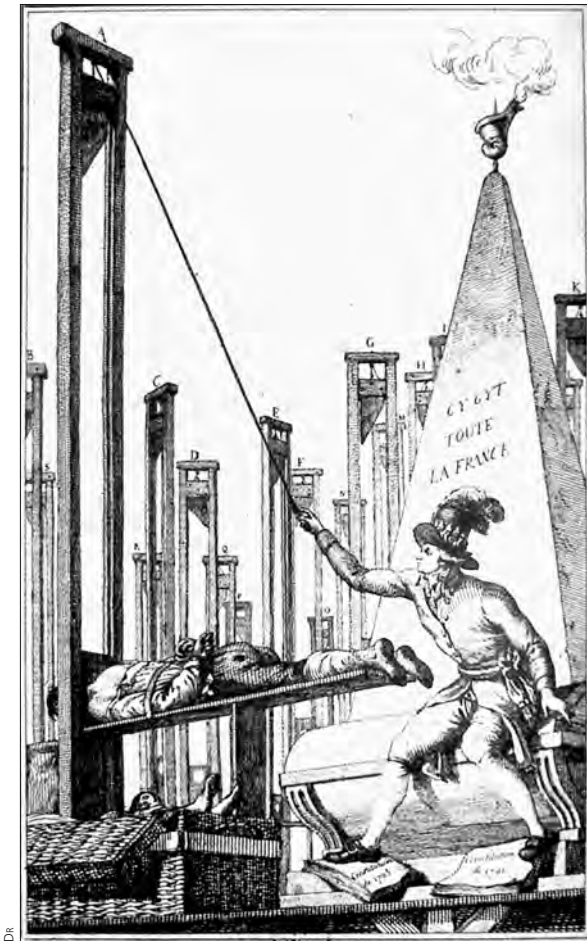
«Notre guillotine porte, sur le mouton qui surmonte son redoutable couperet, la mention "Armées de la République". Ces dernières ont, sous le commandement du général Lazare Hoche, mis un terme à la guerre de Vendée qui opposa républicains et royalistes.» Pas un mot sur l'extermination des Vendéens.

Le 15 juin 2011, après des enchères serrées, la guillotine a atteint 190 000 euros, soit environ 230 000 euros avec les frais. L'État n'a pas préempté. Or l'acquéreur était russe et le permis d'exportation fut refusé, annulant cette vente. Toute nouvelle vente serait en conséquence

19. Voir Reynald SECHER, *Vendée, du génocide au mémoricide. Mécanique d'un crime légal contre l'humanité*, préface de Willim Goldnadel, post-face de Hélène Piralien et S. Courtois, Paris, Éditions du Cerf, 2011, 444 p.

20. *Gazette Drouot*, «Fille de la République», n° 23, 10 juin 2011, p. 34-35.

assortie d'une interdiction de sortie du territoire. Robespierre, la guillotine, décidément un courant de la société française demeure fasciné par ce moment paroxystique de violence, de meurtre et de sang que fut la République jacobine. En réalité, si la formule «la révolution est un bloc» fut pour Clemenceau une arme politique contre les républicains modérés, elle fut surtout un moyen habile de masquer le fait que cette révolution ne fut pas «une» comme l'affirment encore les historiens communistes, mais multiple comme le montra François Furet dans *Penser la révolution française*: une révolution monarchiste constitutionnaliste, une révolution républicaine, une révolution dictatoriale proto-totalitaire. Tant il est vrai que la légitimité des leaders les plus radicaux ne reposait sur aucun critère démocratique mais sur la surenchère permanente de «la Vertu et la Terreur».



H. Fleischmann, La Guillotine en 1793, (1908)  
 Caricature de Robespierre qui, n'ayant plus personne à exécuter,  
 guillotine le bourreau.